

ÉTUDIANTS SOCIALISTES UNIFIÉS

81, Rue Mademoiselle  
PARIS 15<sup>ème</sup>

IX<sup>ème</sup> C.N.E. (3-4-5 MAI 1968)

TEXTE D'ORIENTATION présenté  
pour la IX<sup>ème</sup> CNE

PLAN

- I INTRODUCTION
- II RÉOLUTION EN 21 THÈSES
- III THÈSES ADDITIONNELLES sur l'organisation
- IV CONTRIBUTION À UNE ÉTUDE DE L'IMPÉRIALISME
- V ANNEXE : le sous-développement
- VI ANNEXE : la bourgeoisie nationale (C.Romeo, PKI)  
la lutte antiimpérialiste (E.Guevara)

# ÉTUDIANTS SOCIALISTES UNIFIÉS

---

## CONFÉRENCE NATIONALE ÉTUDIANTE

---

mai 1968

### POUR UN DÉBAT DE FOND À LA C.N.E

Les signataires de cette lettre d'envoi occupent des postes de responsabilité pour certains sur le plan du syndicat étudiant, pour d'autres sur le plan des ESU ; tous cependant sont motivés par un choix essentiellement politique : leur option pour une stratégie socialiste et révolutionnaire, leur refus des illusions réformistes qu'elles se traduisent sous la forme social-démocrate du jeu des « forces démocratiques » ou sous la forme « moderniste » de l'intégration à la technocratie et au néo-capitalisme.

C'est en fonction de cette double option que nous avons souhaité apporter ensemble une contribution aux débats de la C.N.E. - Nous sommes persuadés que notre engagement syndical ou politique n'a de raison d'être que s'il est à tout moment soutenu par une vision cohérente des conditions actuelles de la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme ; inversement nous récusons toute analyse politique qui ne serait pas confrontée à une pratique. - Partageant pleinement le choix du P.S.U. en faveur d'une intervention prioritaire sur le champ universitaire, nous attendons de la C.N.E. qu'elle nous arme pour que nous puissions faire face aux graves échéances de la rentrée.

Nous avons pris connaissance du texte d'orientation auquel la section ESU de MARSEILLE a accepté de prêter son patronage ; il répond à de toutes autres préoccupations. Il s'agit de conditionner la C.N.E. avant l'ouverture du débat en liant les délégués des sections par un vote impératif de prise en considération. Il s'agit de préfabriquer au départ une tendance qui doit être confuse si elle veut être large. D'où la nature du texte dans cette optique, il ne peut qu'énoncer des banalités acceptables pour tous ; il doit les souligner de touchés émotionnelles propres à rallier les mandats les plus divers. Bref, le but est d'éviter toute prise de position sur les problèmes réels qui font question au sein des E.S.U. et que précisément la C.N.E. a mission au moins d'aborder et parfois de trancher au fond.

Que le courant qui veut se compter sur cette orientation revendique la direction des E.S.U., rien de plus naturel. Mais dans ce cas, il faut qu'il expose clairement son projet politique, qu'il rompe avec son ancienne démarche qui a toujours consisté à masquer sous de longues propositions d'organisation des problèmes qui apportent des réponses politiques, - (n'est-ce pas là précisément le propre d'une attitude bureaucratique ?) ; qu'on n'espère pas plus longtemps abuser les ESU en camouflant sous la signature rassurante d'une, jeune section de province, les responsables de la section DROIT de PARIS qui, depuis plusieurs C.N.E., ont toujours refusé de s'exprimer sur le fond.

Dans la mesure où le texte de Marseille ne comporte rien de scandaleux, nous ne ferons aucune difficulté en ce qui nous concerne pour en voter la prise en considération. Autant partir de ce texte que d'un autre, puisqu'il existe ; on évitera ainsi un débat de procédure et la CNE pourra plus rapidement aborder au fond les problèmes réels.

Une stratégie politique se fonde d'abord sur une réflexion théorique approfondie ; tel est l'objet des 21 thèses qui vous sont envoyées et du texte de réflexion sur l'impérialisme qui y fait suite. Nous n'avons pas l'intention d'arracher des votes rapides, mais nous souhaitons que ces textes alimentent dans

les sections une réflexion sérieuse et que celle-ci débouche sans trop tarder sur la « Charte des ESU », indispensable outil de référence interne et de propagande externe. Tant que ce document n'existera pas, les ESU seront perçus comme zigzaguant avec opportunisme entre des tentations contradictoires. La rédaction d'un tel document suppose une participation des sections que les conditions hâtives de convocation de cette CNE ont rendu impossible. Nous acceptons que la discussion soit seulement amorcée aujourd'hui, mais il est indispensable de fixer un délai pour aboutir et à nos yeux celui-ci ne pourra pas excéder la prochaine rentrée universitaire.

Une stratégie politique se fonde également sur une pratique. Au printemps 68, les ESU sont confrontés à une situation précise à laquelle ils doivent répondre. Le texte de Marseille se présente au contraire comme une réflexion intemporelle qui aurait pu se situer il y a six mois ou se présenter dans un an. Il n'apporte aucune réponse aux questions du moment que précisément l'Adresse du Bureau National du Parti a le mérite de poser. Ce sont là les véritables questions dont la CNE doit débattre.

1) - En matière de stratégie anti-impérialiste, il est particulièrement significatif que le long texte de Marseille n'éprouve même pas le besoin de citer une seule fois le mot Vietnam. Irréalisme de thèses situées hors du temps ou volonté tactique de gommer un problème gênant ? Chacun sait que les pratiques des sections ESU diffèrent profondément en ce domaine et que l'efficacité du mouvement suppose l'unification préalable de sa stratégie comme l'inscription de celle-ci dans la politique définie par le Parti. - C'est au sein du CVN que le PSU a décidé de mener une action qui se traduit à la fois par son soutien aux Comités Vietnam comme par une contestation des positions de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Cette contestation suppose dans les mois à venir un plus gros investissement du PSU aux divers échelons du CVN en même temps qu'une explicitation de nos positions. Mais il faut préalablement que la CNE fixe clairement le cadre dans lequel doit se situer notre action et qu'elle mette un terme à la caution que certains ESU continuent d'apporter au projet des pro-chinois dans les Comités de Base.

2-) - En matière de stratégie universitaire, nous sommes satisfaits de voir le texte de Marseille se prononcer pour une intervention « privilégiée » dans ce secteur. C'est la preuve que sur ce plan une importante bataille a été gagnée au sein des ESU et qu'il n'est plus possible d'en remettre les résultats en cause. Mais quand on sait que les principaux inspirateurs du texte de Marseille n'ont cessé depuis un an de s'opposer dans les faits à une orientation qu'ils prétendaient cependant accepter, on conviendra qu'il est nécessaire d'y regarder de plus près.

La CNE devra donc répondre à des questions précises. Quel est le champ d'intervention dévolu au syndicat étudiant ? On ne peut s'en tirer par la position ambiguë qui dans une phrase condamne le corporatisme et dans une autre affirme que l'UNEF ne doit pas « se décaler par rapport au milieu » ; un coup de patte à gauche et un autre à droite pour se retrouver sur une position centriste. Mais d'une part la restriction du champ syndical ici proposé ne peut déboucher que sur une pratique de type « majo », d'autre part le texte ignore tout de la réalité syndicale. - Le 21 février et les positions anti-impérialistes de l'UNEF ? Connait pas. - Les actions déclenchées sur les campus et les résidences, la campagne de la fin du second trimestre Pas question. - L'élargissement des luttes que l'UNEF a rendu possible par ses accords avec le SNE SUP comme par son soutien à l'action des CAL (Comités d'Action lycéens) ? Pas un mot. - Vaut-il prétendre que la CNE n'a pas à discuter de ces problèmes et des choix qu'ils posent à l'organisation des des ESU ?

Etablir entre les ESU et l'UNEF dans la période présente des rapports de type « Front Socialiste » comme le proposent les marseillais, est vraiment d'une bien grande hypocrisie. La réalité actuelle est celle d'une direction nationale du syndicat et de nombreuses directions d'A.G.E. qui ne tiennent qu'en fonction de la position hégémonique qui occupent les ESU. Le projet que nous avons formé depuis plus d'un an c'est celui de renforcer suffisamment l'organisation syndicale pour que sa direction soit assurée par un courant plus large que celui des seuls ESU mais sur une base qui soit conciliable avec le projet politique de ceux-ci au sein de l'Université.

Alors, il faut parler franchement : peut-on prétendre qu'il est possible de bâtir une alliance durable avec des groupes comme la JCR ou l'UJC ML qui ont un projet totalement différent du nôtre ? - Nous ne le croyons pas, mais il n'est pas admissible qu'une CNE n'attache pas l'importance qu'elle mérite aux positions des uns et des autres. Là encore le texte de Marseille résoud la question par le silence.

Prétendra-t-on au contraire qu'il faille au sein de l'UNEF envisager un rapprochement ou une alliance avec l'UEC ? C'est ce que fait implicitement le texte de Marseille. La complaisance avec laquelle il analyse les positions du Parti Communiste, son « dynamisme », son évolution (sans noter à quel point celle-ci est formelle et tactique), permet d'exprimer toutes les inquiétudes. - Certes, on trouvera les quelques phrases qui condamnent la stratégie de « l'alternative démocratique », mais ce qu'on ne trouvera pas, c'est un jugement clair sur la caution constante que le PCF apporte par son alliance avec la FGDS au projet social-démocrate. - Plus précisément, il est évident pour nous qu'au sein de l'Université, c'est bien à l'UED qu'est dévolu le rôle de limiter les luttes au plan corporatiste et de cautionner en fait la vieille université libérale ; c'est bien à l'UEC qu'appartient la charge de fermer toutes perspectives à une contestation véritablement révolutionnaire des structures capitalistes. - Un tel projet suffit à nos yeux pour faire de la force qui en est porteur l'adversaire principal. Nous demandons à la CNE de se prononcer sur ce point avec une parfaite clarté.

L'analyse nous conduit à constater que les ESU ne peuvent pas avoir à l'heure actuelle d'allié prioritaire, parmi les formations étudiantes structurées. Des accords limités sont possibles avec telle ou telle d'entre elles sur un objectif précis, mais un accord général, impliquant notamment un projet commun sur la stratégie universitaire, n'est pas réalisable sans remise en cause de nos options essentielles. Une situation différente ne pourrait se trouver ouverte que par le renforcement substantiel du courant d'alternative socialiste au sein de l'Université.

C'est à ce dernier objectif que doivent s'attacher nos efforts au cours des mois à venir. Sur le plan interne, il s'agit de déterminer les formes qui permettront à l'ensemble du Parti et notamment de sa direction nationale de se sentir de plus en plus concernée par la bataille de l'Université ; il convient d'associer de plus en plus étroitement les syndicalistes ESU qui militent sur le plan de l'UNEF, de l'UGE, de la MNEF, des Associations de Résidents aux délibérations du mouvement comme aux choix politiques qui conditionnent leur engagement. Sur le plan externe, les ESU se doivent non seulement de rejeter toute tentative de sectarisme et de formalisme mais encore devenir le noyau d'un large courant. Ceci implique en particulier que les sections s'attachent à trouver les formes appropriées de travail en commun avec les militants syndicalistes partageant notre perspective politique. Les ESU se doivent d'apporter une attention toute particulière au développement de ce courant parmi les lycéens. Il importe enfin qu'ils cherchent à multiplier les rapports avec ceux qui animent les différents mouvements européens se situant dans cette perspective.

En résumé, cette lettre d'envoi ne vise nullement à jeter dans les sections E.S.U. de nouveaux textes à voter. Elle accompagne des thèses de réflexion qui fixent clairement notre orientation ; elle essaie de poser les questions essentielles que la C.N.E. devra trancher dès maintenant. C'est aux sections qu'il appartient d'en discuter afin que des débats de la Conférence Nationale sortent des textes précis permettant à la prochaine direction des E.S.U. d'être élue et mandatée sur une orientation claire lui permettant de préparer la rentrée.

Nous voulons simplement rappeler ce que sont à nos yeux les choix essentiels de la Conférence.

1°) les formes d'intervention des E.S.U. dans le cadre du Comité Vietnam National pour intensifier notre soutien à la victoire du peuple vietnamien.

2°) le type de lutte qu'il convient d'impulser à l'université le rôle respectif de l'U.N.E.F. et des E.S.U., les rapports des E.S.U. avec les autres courants politiques, les modalités de développement à l'université du courant de l'alternative socialiste.

Pierre BAUDY	Président AGE de Lyon - Administrateur (Lyon) National M.N.E.F.
Jean-Daniel BERNARD	Bureau National UNEF (Paris-Droit)
Jean-Claude BOISSEAU	Secrétaire National Etudiant (Paris- SC-Po)
Jean-Claude DUCHENE	Comité Politique Etudiant (Lyon)
Pierre-Louis EMERY	Militant F.G.E.L. (Paris-Sorbonne)
Jean-Louis EUVRARD	Militant F.G.E.L. (Paris-Sorbonne)
Harry JANCOVICI	Comité Politique Etudiant (Nanterre)
Jean-Pierre MASSON	Bureau National U.N.E.F (Paris Gdes Ecoles)
Pierre-Alain HUET	Secrétaire National Etudiant (Paris-Centrale)
François PARISSET	Collectif Parisien (Paris Sc-Po)
Jacques PERRIN Mino	Sciences Paris (Paris-Sciences)
Jean-Louis PIERQUIN	Président U.G.E. (Paris-Centrale)
Henri ROUILLEAULT	Bureau National U.N.E.F. (Paris-Droit)
Jacques SAUVAGEOT	Bureau National U.N.E.F. (Paris-Sorbonne)

ÉTUDIANTS SOCIALISTES UNIFIÉS  
81, Rue Mademoiselle  
PARIS 15°

IX<sup>ème</sup> C.N.E. (3-4-5 MAI 1968)

POUR UNE DISCUSSION DE FOND À  
L'INTÉRIEUR DU MOUVEMENT

Cette résolution en 21 points constitue une première étape dans l'élaboration d'un document politique général. Sa rédaction a été volontairement condensée, réduite, et peut paraître assez schématique.

En fait, l'idée qui a présidé à son élaboration est la suivante : donner une première réponse à un certain nombre de problèmes fondamentaux, et ainsi ouvrir une large discussion à l'intérieur du mouvement.

I - IMPÉRIALISME ET COEXISTENCE PACIFIQUE.-

« La coexistence pacifique concerne exclusivement les relations entre Etats de régimes sociaux et politiques différents ? Elle ne peut concerner la coexistence entre les classes sociales exploitées et leurs exploités à l'intérieur d'un même pays, ni la lutte des peuples opprimés par l'impérialisme contre les oppresseurs. On ne peut donc, comme a voulu le faire l'impérialisme et ses partisans, arguer de la coexistence pacifique pour limiter le droit des peuples à accomplir leur révolution sociale. ..

Quand les Etats démocratiques et progressistes donnent leur aide la plus résolue aux peuples qui sont objets d'une agression, ils défendent la force du principe de coexistence pacifique.

(Résolution de la Conférence de la Havane)

Un fait domine notre époque, le capitalisme a atteint son stade supérieur : il est monopoliste et impérialiste ; cette phase du capitalisme est la plus brutale, la plus sauvage (1).

Cette situation résulte du fait qu'une partie du mouvement ouvrier international a trahi les principes les plus élémentaires de l'internationalisme prolétarien en dénaturant la conception

---

cf. étude sur l'impérialisme.

léniniste de la coexistence pacifique, en la sacrifiant aux nécessités du statu quo international et de la compétition économique.

L'élaboration de la stratégie fondée sur le développement du « socialisme dans un seul pays » poursuit les analyses staliennes.

Cette stratégie qui présente le mode de production socialiste et en tout premier lieu l'économie soviétique (qui doit rattraper et dépasser « l'expansion » capitaliste) comme un modèle conduit à mettre la politique au service de l'économie, à donner donc le premier rôle à la bureaucratie et à la technocratie et à mettre les intérêts stratégiques des différents mouvements ouvriers au service des intérêts étatiques.

Aussi cette stratégie conduit-elle à refuser le développement des situations objectivement révolutionnaires, à trahir le soutien politique aux mouvements de libération nationale et aux mouvements révolutionnaires : toute nouvelle révolution, dans cette optique, n'est-elle pas un poids, un frein, dans le plein développement des forces productives du camp socialiste du fait de l'aide qui doit lui être accordée aussi bien pendant le processus révolutionnaire que pendant l'édification du socialisme

Cette stratégie ne pourrait être remise en cause que si l'impérialisme, et particulièrement l'impérialisme américain, s'attaquait directement à une partie vitale du camp socialiste. Cette hypothèse doit être écartée, le camp socialiste ayant confiance dans la force de dissuasion que constitue son arsenal thermonucléaire .

Ainsi, partout ailleurs l'impérialisme peut-il actuellement dans tous les secteurs non vitaux pour le camp socialiste, laisser libre cours à ses menées, y compris sur une partie du camp socialiste : la R.D.V.N.

C'est bien évidemment l'assurance d'une absence de réplique qui permet à l'impérialisme américain de jouer le rôle de gendarme international de l'ordre capitaliste établi.

Seule la constitution d'un front offensif rassemblant le prolétariat des pays capitalistes, les peuples des pays exploités en voie de libération et le camp socialiste peut permettre un combat anti impérialiste efficace.

Le combat anti impérialiste n'est donc pas autre chose que le combat anticapitaliste.

.../...

11 - LA LUTTE ANTI CAPITALISTE ET LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

« Mais avec l'avènement du néo-capitalisme s'est produit un changement de qualité dans les rapports avec le mouvement ouvrier. Pour les raisons que nous avons exposées plus haut, le capitalisme s'est trouvé dans la nécessité historique de chercher auprès du mouvement ouvrier une nouvelle base, de chercher par conséquent un compromis permanent tandis qu'à son tour le mouvement social-démocrate a été poussé petit à petit par sa propre logique (logique intérieure au système) à devenir non plus l'adversaire des capitalistes mais l'appui le plus sûr du « capitalisme moderne », Léon Blum fut le premier à tenter de donner une justification logique de cette attitude, confinant le mouvement ouvrier, lorsque celui-ci participe au gouvernement, dans un rôle de « gérant loyal des intérêts capitalistes ». Mais ce fut après la première guerre mondiale que les capitalistes eux aussi recherchèrent l'alliance avec le mouvement ouvrier et considérèrent d'un oeil favorable sa présence au gouvernement. Il était possible de trouver une plate-forme d'accord puisque de plus en plus la socialisation du processus de production poussait le néo-capitalisme à prendre à son compte les revendications mêmes qui avaient été celles du mouvement ouvrier. »

(Lélio Basso)

La lutte anti-capitaliste (pour la prise du pouvoir socialiste) est particulièrement difficile dans le contexte français caractérisé au point de vue économique par la « force » toute relative du capitalisme national et son imbrication avec le capitalisme étranger (américain surtout) et, au point de vue politique par la ligne des courants traditionnels que sont le parti communiste et la social-démocratie.

Le mouvement communiste français défini de façon ambiguë la lutte anti-capitaliste. La place stratégique de la France dans le rapport mondial des forces politiques est en contradiction avec la nécessité du statu quo telle qu'elle est formulée par les tenants de la « coexistence pacifique », aucun retour à la « guerre froide » ne peut être toléré, il saperait l'image du modèle soviétique. Les projets du P.C.F. comme ceux des autres partis communistes sont oblitérés par cette problématique ; c'est pourquoi l'appareil bureaucratique en place accepte de ne viser qu'une transformation, modérée de l'équilibre politique mondial : il se bat pour un désengagement du bloc impérialiste (rénonciation par la France de l'atlantisme, lutte contre les monopoles, pour une amélioration de la coexistence pacifique (et donc en premier lieu pour une amélioration des rapports de la France avec le camp socialiste).

Cette politique, selon le P.C., repose sur l'alliance de toutes les couches anti-impérialistes et anti-monopolistes ; elle passe, par conséquent, par l'union de toutes les forces démocratiques : parce qu'il ne croit pas actuellement à une perspective



le P.C.F. peut bâtir des alliances reposant sur une méconnaissance des liens réels qui existent entre le petit capital et le capital monopoliste et aussi sur une méconnaissance du courant que représente la social-démocratie et ses alliés.

La social-démocratie a rompu avec le socialisme, entraînée qu'elle était dans le courant opportuniste du mouvement ouvrier courant lié à la prospérité conjoncturelle de l'économie des pays capitalistes avancés et aux transformations structurelles, économiques et idéologiques, des sociétés de ces pays. Ce courant réformiste donne au néo-capitalisme le soutien objectif d'une partie du mouvement ouvrier et des masses populaires (au pouvoir il assume le fonctionnement du système néo-capitaliste).

En France, pour des raisons différentes, les deux courants traditionnels du mouvement ouvrier français refusent donc désormais, ou ignorent, l'aspiration révolutionnaire de la classe ouvrière et refusent de reprendre à leur compte la lutte pour la révolution socialiste.

### III - LE MOUVEMENT POLITIQUE OUVRIER ET LA LUTTE DE CLASSES EN FRANCE.-

« D'un autre coté, les syndicats, pas plus que toutes les autres organisations de lutte du prolétariat, ne peuvent se maintenir et durer autrement que dans la lutte, et par là il ne faut pas entendre la guerre des rats et des grenouilles dans les eaux stagnantes de la période parlementaire bourgeoise, mais bien des périodes de luttes en masse, violentes et révolutionnaires. La conception cliché, bureaucratique et mécanique, veut que la lutte soit seulement un produit de l'organisation à un certain niveau de sa force. L'évolution dialectique vivante fait au contraire naître l'organisation comme un produit de lutte ».

(Rosa Luxembourg)

C'est pourquoi les appareils politiques de gauche tentent contrôler et de freiner le mouvement révolutionnaire nécessairement contenu dans chaque lutte sociale, dans chaque lutte syndicale, dans la lutte des ouvriers sur leur lieu de travail là où ils peuvent saisir le mieux la nature des rapports de production et les contradictions qui les amèneraient à s'opposer au système social.

Dans cette perspective, la première tâche des appareils politiques de gauche a consisté dans la prise en main des appareils syndicaux : l'opération a été sans conteste une réussite si l'on excepte certains courants réformistes de la C.F.D.T. et de très faibles minorités de la C.G.T.

Par la suite, ils purent alors détourner la volonté confuse d'alternative révolutionnaire et socialiste de la classe ouvrière

.../...

ou tout au moins de ses éléments les plus avancés, substituant à l'alternative socialiste des masses l'alternative démocratique des forces parlementaires de gauche et en l'entraînant finalement sur des perspectives d'intégration au système : les expériences historiques (1936 - 1945) tout autant que les expériences actuelles (Finlande - Danemark) valident ces analyses et éclairent les perspectives offertes au mouvement ouvrier par les appareils politiques.

#### IV - DES LUTTES ACTUELLES DE LA CLASSE OUVRIÈRE . -

« Dans la mesure où la grande industrie se développe, la création de richesse dépend plutôt du niveau atteint par la science et des progrès de la technologie, ou de l'application de la science à la production ... au lieu que le travail paraisse entièrement inclus dans le processus de production, c'est plutôt l'homme, maintenant, qui se conduit en surveillant et régulateur du processus de production lui-même, (ce qui vaut pour l'appareillage mécanique vaut également pour la combinaison des activités humaines et le développement des relations entre les hommes). Ce n'est plus le travailleur qui intercale entre soi-même et la chose un objet naturel modifié en tant que chaînon intermédiaire ; c'est plutôt le processus naturel, transformé en processus industriel, qui intercale entre soi-même et la nature inorganique dont il se rend maître. Il assiste le processus de production au lieu d'en être le principal agent. Dès lors, ce qui apparaît comme le pilier central de la production et de la richesse, ce n'est ni le travail immédiat accompli par l'homme lui-même, ni la durée de son travail, mais l'appropriation de sa propre force productive en général, sa compréhension de la nature et sa domination sur elle en tant qu'il agit comme membre de la société - c'est en un mot, le développement de l'individu social. »

(Karl Marx)

Cependant la période actuelle, période d'importantes mutations économiques (passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme organisé), voit se développer deux types de luttes ouvrières qui débordent les activités et les perspectives des appareils et du mouvement syndical traditionnel, par le type de contestation qu'ils avancent.

En premier lieu, dans les régions sous-développées, dans les branches et les entreprises en difficultés, par suite des nécessités de reconversion ou de disparition de certaines d'entre elles, la classe ouvrière est amenée à refuser directement et violemment le sort qui lui est promis ; en pratique elle refuse le chômage, conséquence inéluctable des contradictions entre l'afflux de jeunes travailleurs ayant acquis une certaine qualification et les besoins malthusiens du capitalisme en main d'oeuvre qualifiée, entre la nécessité économique de travailleurs solidement formés et l'incapacité pour les structures universitaires de donner cette forma-

.../...

tion, elle refuse la lutte concurrentielle des intérêts privés, lutte qui aboutit dans les secteurs marginaux déjà sous-développés à un sous-développement accru et à la disparition des entreprises donc des emplois.

En second lieu, et à l'opposé dans certains secteurs de pointe (électronique, chimie par exemple) on a vu les ouvriers les plus qualifiés remettre en cause le fonctionnement même de l'entreprise et poser les problèmes de pouvoir en système capitaliste ; certes, la conscience de la nature de cette contestation n'est pas toujours très claire ni sans équivoque (ces travailleurs qualifiés ne cherchent-ils pas souvent, dans un premier temps, à avoir le droit de gérer et d'organiser le système, sans en contester les fondements ? ) mais objectivement elle est la preuve de la volonté de changement profond.

Il n'en reste pas moins que, dans ces deux cas la classe ouvrière a découvert la « logique » du système ou plutôt ses contradictions ; elle a découvert la nécessité mais aussi la difficulté d'une lutte pour la révolution socialiste. Dans ces deux cas aussi est apparue une avant-garde composée essentiellement de jeunes ouvriers déqualifiés ou de jeunes cadres salariés « cadres et techniciens d'exécution » qui ont remis en cause le système social et sont susceptibles de se rallier à la classe ouvrière.

#### V POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALISTE . -

La classe ouvrière française a donc montré et montre actuellement, que malgré tout le conditionnement qu'elle a subi, elle est capable de contester radicalement le sort qui lui est réservé en système capitaliste, les travailleurs doivent se délivrer de toutes les hypothèques que fait peser sur leur lutte le mouvement ouvrier traditionnel et réformiste.

L'avant-garde de ces travailleurs doit élaborer une stratégie conforme aux principes qui sont à la base de son combat ; elle doit lutter pour l'alternative et la révolution socialiste, se regrouper pour cette bataille.

Le Parti Socialiste Unifié, malgré toutes ses ambiguïtés, est le lieu premier de rassemblement pour les travailleurs les plus avancés.

#### VI - LA STRATEGIE DE RÉFORMES DE STRUCTURES.-

« Si, dans la perspective d'une stratégie socialiste. il ne faut donc point rejeter des réformes intermédiaires (au sens qu'elles ne vont pas d'emblée jusqu'au bout de leur logique anti-capitaliste), ce n'est qu'à la condition fondamentale de les concevoir comme des moyens, non comme des buts, comme les phases dynamiques d'un processus de luttes, non comme des paliers, leur fonction est d'éduquer et d'unir les forces sociales actuellement ou virtuellement anti-capitalistes par la lutte pour des objectifs sociaux et

.../...

économiques irrécusables - et surtout, pour une orientation nouvelle du développement économique et social en adoptant d'abord la méthode des réformes démocratiques et pacifiques. Mais cette méthode doit être adoptée non pas parce qu'elle est viable ou intrinsèquement préférables, mais au contraire parce que les résistances, les limites, les impossibilités auxquelles elle va se heurter inévitablement après quelque temps, sont seules aptes à démontrer la nécessité de transformations socialistes à des forces sociales qui ne sont pas encore préparées pour celles-ci.»

( Andre Gorz )

L'avant-garde du mouvement ouvrier a une double tâche à remplir.

Elle doit lutter contre la stratégie hégémonique d'alternative démocratique, car sa stratégie est liée à tout un consensus idéologique contre lequel le mouvement ouvrier traditionnel, ne lutte pas réellement (puisque'il se situe, on fait, à l'intérieur du système).

Elle doit lutter contre les rapports capitalistes de production

L'avant-garde ouvrière doit donc élever le niveau de conscience des travailleurs et organiser le mouvement ouvrier pour entamer le processus révolutionnaire de prise du pouvoir.

Dans cette perspective, le mouvement révolutionnaire doit avancer certaines revendications portant sur les structures même du système de production : ainsi s'élèvera le niveau de prise de conscience des travailleurs ; ainsi sera changé par une meilleure prise sur le processus de production, par un accroissement de ses contradictions, créant une situation pré-révolutionnaire puis objectivement révolutionnaire, le rapport des forces en cas de victoire revendicative sur l'Etat et le patronat.

#### VII - L'ORIENTATION POLITIQUE DU MOUVEMENT ÉTUDIANT À L'UNIVERSITÉ

« Si l'on préfère, le syndicalisme étudiant essaie de mener au niveau de l'enseignement et de la culture, pour l'émancipation et la valorisation de la force de travail, une lutte que le mouvement ouvrier mène au niveau de la production. Mais cette lutte, de toute évidence, ne peut être socialiste et ne peut le demeurer, ne peut éviter l'écueil d'un réformisme subalterne et d'une action corporatiste que si elle est prolongée et portée par l'action d'un mouvement ouvrier et révolutionnaire fort. Laissé à lui-même le syndicalisme étudiant, si socialiste que soient ses idées et ses buts, ne peut dépasser les limites du corporatisme : il y retombe fatalement si ces objectifs ne sont pas relayés par les partis de la classe ouvrière et insérés d'emblée dans une lutte sociale plus vaste qui défende le milieu étudiant contre ses idiosyncrasies et ses mythologies particulières

.../...

Il faut réaffirmer que la classe ouvrière est la seule force qui puisse mener le processus révolutionnaire jusqu'à son terme : le renversement des rapports de force et donc l'instauration d'un processus révolutionnaire se situe en effet essentiellement dans le cadre du mode de production capitaliste et à l'intérieur des structures sociales qu'il crée.

Les luttes étudiantes ne peuvent être que complémentaires, et tout mouvement étudiant d'avant-garde ne peut être que conjoncturel et ambigu s'il ne trouve son relais, sa racine, dans la classe ouvrière.

Néanmoins, il est possible au mouvement étudiant (et c'est son rôle) d'amener les étudiants à participer au combat général contre le système capitaliste; il lui est même potentiellement possible de regrouper la majorité des étudiants dans la lutte contre le système capitaliste, à partir du dévoilement et de l'action sur les contradictions de plus en plus sensibles de ce système.

La jonction des luttes de la classe ouvrière et du milieu étudiant repose en fait sur la communauté du combat que chacun mène de son côté, dans son champ social propre,

Aussi, le rôle du syndicat étudiant est-il de tenter d'aggraver les contradictions du système capitaliste, de faire prendre conscience aux étudiants (à partir des contradictions ressenties) que l'université est au service de la classe bourgeoise, que leur lutte peut rejoindre objectivement (et non sentimentalement) celle de la classe ouvrière.

Cependant l'organisation politique doit permettre de franchir une autre étape. Nombreux ont, en effet, été jusqu'ici, les étudiants progressistes qui abandonnaient leurs perspectives dès leur entrée dans le processus de production : il était normal que cela fut étant donné la nature des combats qu'ils menaient, à partir de leur seule pratique universitaire sans que celle-ci fut reliée à leur devenir professionnel et à leur insertion prochaine dans les rapports de production. La grande question de l'organisation politique est donc de savoir si les couches techniciennes sont susceptibles, dans leur majorité, de se rallier au mouvement ouvrier, et par conséquent de savoir si le milieu étudiant, qui est amené à former la majorité de ces couches techniciennes peut se ranger au service de la classe ouvrière et rejoindre les organisations du mouvement ouvrier.

#### VIII - LES STRUCTURES UNIVERSITAIRES . -

L'université est le lieu quasi exclusif de la formation technique et de la recherche; or la science devient un instrument prioritaire de production et un outil essentiel du capitalisme. L'évolution des structures universitaires (distinction entre secteur de pointe et secteurs de masse, rationalisation et diminution du coût de l'enseignement...) tend à accroître l'efficacité de l'enseignement, et donc à favoriser et à régulariser au maximum le développement de la production sur les bases capitalistes, tant

.../...

économiques qu'idéologiques.

#### IX - LA CONJONCTURE UNIVERSITAIRE

L'examen de la conjoncture universitaire, c'est-à-dire des luttes menées en 1967 et des luttes qui éclateront probablement à la rentrée marquent, par leur radicalisation, cette insertion de plus en plus grande des structures universitaires dans les structure capitalistes (cf. les mouvements chez les techniciens supérieurs, dans certaines sections de Nanterre, le combat contre la sélection) et la réduction de leur « message » à celui de la nouvelle société capitaliste (cf. Nanterre et les campus).

Du même coup ce trouvent posés les problèmes de la structure syndicale, de la ligne qui y est développée : le fait que dans la plupart des cas (voir aussi, quoique d'une façon quelque peu différente, la situation rencontrée dans les autres pays européens) les étudiants « en colère » et les syndicalistes se soient trouvés limités par les structures syndicales, est essentiel. Peut être est-ce parce que nous continuons de jouer, dans notre pratique, sur la différence parti-syndicat ?

#### X - LE MILIEU ÉTUDIANT. -

L'importance toujours croissante de la fonction productive de l'université (préparation tant idéologique que professionnelle à l'entrée dans le processus de production, la liaison croissante de l'université et de l'économie, l'élargissement relatif de la base de recrutement des étudiants (pour les enfants de la petite bourgeoisie les études ne sont pas un exercice gratuit en dehors du temps mais la possibilité d'obtenir un emploi) transforment la mentalité du milieu étudiant.

L'évolution des structures universitaires et la transformation de la mentalité de la majorité des étudiants entraîne une prise de conscience croissante d'une situation objective : l'étudiant se définit par son devenir professionnel.

#### XI - LE DEVENIR PROFESSIONNEL DES ÉTUDIANTS. -

Si les étudiants se définissent par leur devenir professionnel, il faut préciser le lien que peuvent entretenir avec la classe ouvrière les travailleurs techniciens et scientifiques. La principale critique que ces derniers formulent contre le système capitaliste, et par laquelle ils rejoignent le combat du mouvement ouvrier, est la distorsion qu'ils découvrent entre la politique de l'entreprise soumise à la rationalité économique capitaliste et la rationalité scientifique. Ces cadres techniciens sont en contact étroit dans leur entreprise avec la fonction du pouvoir, de la décision déterminée par la logique du profit et les besoins du combat anti-syndical : o'est ce gaspillage de la société capitaliste qu'ils contestent.

Cependant la critique radicale qu'ils portent contre le système capitaliste s'inscrit dans une perspective parfaitement claire : chargés de la fonction du savoir, liés à la fonction du pouvoir

.../...

ils se déclarent capables de diriger l'entreprise, l'économie et l'état ; il s'agit pour eux de retirer le pouvoir à la classe capitaliste ; il ne s'agit pas de donner le pouvoir aux travailleurs car ils transportent une idéologie de l'élite intellectuelle qui ne reconnaît pas la formation des travailleurs). Le socialisme tel qu'ils le conçoivent, ce n'est pas un nouveau type de gestion démocratique, c'est le dirigisme d'état moins la propriété privée des moyens de production. La nature de la propriété est différente, mais les relations hiérarchiques dans l'entreprise sont les mêmes.

Toutefois la couche sociale que représentent les couches techniciennes doit s'allier au mouvement ouvrier si elle veut faire aboutir ses aspirations. De son côté le mouvement ouvrier ne peut raisonnablement espérer transformer la société s'il n'intègre pas ces couches à ce combat. Aussi doit-il y avoir, sous la direction de la classe ouvrière, alliance de la classe ouvrière et des couches techniciennes,

Cette alliance doit être préparée par l'action politique et syndicale qu'il faut mener en milieu étudiant, action fondée sur une contestation permanente du système d'enseignement.

#### XII - LA CONTESTATION PERMANENTE. -

Les transformations que l'Université connaît actuellement sont, pour la bourgeoisie, une pièce maîtresse de son adaptation et de la survie d'une économie nationale. Mais jamais la bourgeoisie n'acceptera une réforme qui remette question le type d'université qu'elle construit et par lequel elle s'entretient et se renouvelle.

Aussi dans la situation actuelle de la lutte de la classe ouvrière, aucune revendication non réformiste ne peut être prise en considération par l'état capitaliste. Le mouvement étudiant doit donc se fixer pour tâche le développement de luttes radicales permettant d'élever le niveau de conscience du milieu étudiant et de faire la jonction des luttes contre le système capitaliste afin de rallier une partie des étudiants au combat de la classe ouvrière.

#### XIII - INTERVENTION À PARTIR DES CONTRADICTIONS DU SYSTÈME. -

Les contradictions qui existent entre le nécessaire développement des forces productives, l'afflux des jeunes dans l'enseignement et l'existence des rapports de production capitalistes entraînant le malthusianisme dans le recrutement de l'enseignement supérieur, lié à la nécessité du maintien d'une hiérarchie sociale établie, permet le développement de telles luttes.

C'est à partir de l'analyse de cette contradiction que la lutte contre la sélection prend tout son sens. Aussi un de nos axes primordiaux d'intervention doit-il consister dans la revendication d'une formation professionnelle équivalente et polyvalente pour tous les étudiants.

.../...

#### XIV- INTERVENTION SUR LE CARACTÈRE DE CLASSE DE L'UNIVERSITÉ

Le fait que l'université soit au service du capitalisme traduit son caractère de classe. Nous pouvons dire aussi que le contenu idéologique du savoir est un frein au développement des forces productives : intervenir sur cette contradiction, c'est donc également intervenir sur le caractère de classe de l'université.

Ceci nous amène à dénoncer les mécanismes de ségrégation sociale (depuis l'école maternelle) renforcés par les mesures autoritaires de sélection, le caractère idéologique du savoir diffusé, les modes de transmission du savoir et la finalité de l'enseignement ,

Mais chacune de ces luttes, si elle n'est pas reliée aux autres, peut conduire au réformisme : ainsi ne pas subordonner la lutte sur les méthodes de l'enseignement, le contrôle des connaissances d'une victoire sur le contenu du savoir, nous amène à rationaliser le système.

#### XV - LE REFUS DE TOUTE INTÉGRATION.-

Dans le même sens, notre refus de tout réformisme, de toute forme d'intégration au système capitaliste passe par le refus de toute forme de cogestion ou de participation du fonctionnement de la structure universitaire.

#### XVI- LE ROLE DU SYNDICAT (OU DU MOUVEMENT DE MASSE).-

Cette orientation des luttes doit conduire à la jonction des luttes menées, chacune dans son secteur, par le milieu étudiant et par la classe ouvrière.

Le rôle du syndicat est d'éclairer cette solidarité objective : amener la prise de conscience par les étudiants de leur projet commun avec la classe ouvrière. C'est pourquoi d'ailleurs, partout où c'est possible, les luttes doivent être développées avec les syndicats ouvriers, sur les problèmes concernant aussi bien étudiants que travailleurs : emploi, formation professionnelle...

#### XVII - LE ROLE DE L'ORGANISATION POLITIQUE. -

L'organisation politique est le lieu privilégié de la jonction des luttes étudiantes et des luttes ouvrières; c'est à l'intérieur du parti que les étudiants détenteurs d'un certain savoir doivent sous la direction de la classe ouvrière, organiser le combat contre le capitalisme. L'existence autonome de l'organisation politique, est justifiée en premier lieu par la nécessité d'exprimer notre insertion à l'intérieur d'un parti ouvrier.

#### XVIII - LES FORMES DE LA LUTTE ÉTUDIANTE. -

Si nous sommes appelés prioritairement à nous battre contre les organisations étudiantes social-démocrates, l'U.E.C. en étant le porte parole à l'Université (encore que son rôle soit d'abord d'étouffer par tous les moyens les foyers oppositionnels

.../...



nous ne pouvons pas laisser sans réponse les propositions des autres organisations du milieu :

- le C.L.E.R., dont- les pratiques fascistes sont le reflet de ses analyses poujadistes et de la peur de certaines couches petite bourgeoise étudiante de se voir déposséder de leurs « privilèges » par l'arrivée des enfant des masses populaires à l'Université. En cela prend tout son sens leur défense des acquis des étudiants. En ce sens prend tout son sens la volonté du C.L.E.R., de servir de guide au mouvement ouvrier.

- la J.C.R. et l'U.J.C.-M.L, ont les mêmes difficultés à s'implanter à l'intérieur de la classe ouvrière. Pour les premiers, la solution passe donc par la jonction forcée des luttes étudiantes et des luttes ouvrières. Pour les seconds, cela passe, par une entrée dans le processus de production qui empêche ses militants d'intervenir réellement sur un secteur que nous considérons comme un noeud de la bataille anti-capitaliste.

Toutes les deux ne voient pas comment en fait la division de l'université est en train de conduire la majorité des étudiants à prendre conscience des contradictions du système et la possibilité d'un combat commun avec la classe ouvrière.

Enfin la J.C.R. se caractérise par une tactique « opportuniste centriste » qui témoigne de sa difficulté à choisir entre son attachement à l'idéologie trotskyste et le développement de luttes efficaces, qui ne conduisent pas à l'effondrement du syndicat.

#### XIX - LA SOLIDARITÉ AVEC LES LUTTES ÉTUDIANTES INTERNATIONALES -

Un même combat anime les différents mouvements d'étudiants et des pays capitalistes. Assez ou très rapidement ils en arrivent à contester globalement la société dans laquelle ils vivent. La répression qui les frappe souvent accompagnée d'une incompréhension fondamentale de la communauté doit nous amener à redoubler notre soutien politique, encore plus profondément quand ces luttes participent à un combat général du peuple des pays opprimés, contre une oligarchie et son allié impérialiste.

Notre solidarité doit aussi aller aux étudiants qui sont très souvent les premiers à critiquer la société stalinienne des démocraties populaires et à lui opposer non pas le libéralisme politique que la véritable démocratie économique et sociale, c'est-à-dire la démocratie socialiste.

#### XX - LA SOLIDARITÉ AVEC TOUTES LES LUTTES ANTI CAPITALISTES ET ANTI IMPÉRIALISTES

La lutte de la classe ouvrière de tous les pays capitalistes contre son régime, la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme et plus particulièrement contre l'impérialisme américain est une même lutte, contre le même adversaire : le capitalisme impérialiste international. Chacune de ses défaites est une victoire pour tous ceux qui le combattent, car elle l'affaiblit ; il ne s'y est pas trompé lui qui a installé un système de répression

.../...

mondial. Toutes ces luttes sont les nôtres, toutes leurs victoires sont les nôtres. Il faut renforcer notre solidarité et notre soutien politique à toutes les luttes anticapitalistes et anti impérialistes menées à travers le monde. Par le symbole qu'il représente, par l'exemplarité du combat qu'il mène le peuple vietnamien est aujourd'hui le centre de la lutte révolutionnaire des peuples du monde entier et mérite un soutien politique de masse et de tous les instants .

XXI - POUR UNE CHARTE DES E.S.U

Les E.S.U. doivent se donner comme objectifs prioritaires avant la rentrée l'élaboration d'une charte politique à partir de l'orientation esquissée dans ce texte. Elle devra être suffisamment précise en ce qui concerne tous nos secteurs d'intervention pour servir de base politique à l'élargissement de notre Mouvement et à l'orientation clairement définie, démocratiquement adoptée et contraignante pour tous que nous entendons lui donner.

Les modalités pratiques du travail d'élaboration jusqu'à la rentrée seront fixés très précisément par la CNE.

---

CONFÉRENCE NATIONALE ÉTUDIANTE

mai 1968

PROPOSITION POUR UNE ORGANISATION NOUVELLE DES E.S.U.

I- La Conférence Nationale Étudiante

- L'expérience montre que le milieu étudiant se renouvelle rapidement. La situation politique en milieu étudiant évolue non moins rapidement en raison de la crise actuelle de l'université et des projets gouvernementaux pour y faire face, il est difficile pour nombre de dirigeants étudiants de rester en place trop longtemps.

- la vie politique d'un mouvement étudiant s'inscrit dans le cadre de l'année universitaire et il est nécessaire que dès le début de l'année scolaire une direction stable soit en place :

Par conséquent :

- La CNE doit se réunir une fois par an
- La date de fin octobre semble la mieux indiquée car la période des vacances permet des réflexions plus approfondies et dès début Novembre alors que toutes les facultés et écoles sont rentrées un SNE nouveau peut fonctionner

II-Le Conseil National Etudiant

- Il est nécessaire d'associer démocratiquement l'ensemble des militants à la direction du mouvement. Il est également nécessaire que la SNE puisse disposer dans son travail du maximum d'information, d'un appui et d'un contrôle constant de la part de l'ensemble des sections. ,

Un Conseil National Etudiant peut répondre à ces besoins

- Il sera composé par un délégué de chaque section élu par la section, et des membre de la SNE

- La périodicité doit être régulière, déterminée à l'avance; le rythme d'une réunion du conseil national étudiant tous les deux mois semble le meilleur. La conférence nationale étudiante se réunissant fin octobre, le conseil national étudiant pourra se réunir début décembre, début février, pendant les vacances de Pâques et fin juin.

- Il devra présenter chaque fois un rapport de politique générale et peut présenter un ou plusieurs autres rapports sur des sujets précis et divers.

La tache essentielle sera, à partir des orientations votées par la CNE de critiquer la politique suivie et les actions menées pendant la période précédent la réunion et de fixer, en accord avec les textes de la CNE, la politique à suivre pendant la période allant jusqu'à sa prochaine réunion .

Afin d'assumer la coordination et l'homogénéité du mouvement il sera élu au sein du Conseil National Etudiant un délégué par région ( à définir selon les besoins réels des sections) qui fera office de représentant permanent du SNE dans sa région.

III- La composition du SNE. -

Le SNE doit être une équipe homogène composée de suffisamment de membres pour pouvoir agir sur tous les champs d'intervention du mouvement. Il comprendra :

- le secrétaire national étudiant
- un membre chargé de la presse et de la propagande
- un membre chargé des problèmes internationaux
- un membre chargé des problèmes universitaires
- un membre chargé des problèmes économiques
- un membre chargé des problèmes politiques
- un membre chargé des problèmes relations avec la province
- un membre chargé des problèmes activités
- un membre chargé des problèmes à l'échelon parisien
- un membre chargé des problèmes de la formation.

IV- Les rapports du SNE avec les sections.

Le SNE devra obligatoirement envoyer toutes les trois semaines une note d'information à toutes les sections.

Les sections devront obligatoirement répondre à cette note d'information en faisant des remarques, critiques, suggestions, et en informant le SNE de leur état et de leur vie.

En liaison avec les représentants régionaux élus par le SNE, les membres du SNE devront multiplier les déplacements dans les sections.

V- L'organisation sur Paris et la région parisien.

Une assemblée générale de militants parisiens se réunira chaque mois et élira lors de sa première réunion un comité de coordination parisien qui sous la responsabilité du membre du SNE chargé de ce secteur organisera les activités et les contacts des ESU à l'échelon parisien.

VI- La formation.

Le SNE, et plus particulièrement celui de ses membres chargé de la formation, doit assurer celle-ci régulièrement, tant en province qu'à Paris,

- pour la création d'un bulletin de formation, à parution régulière reproduisant des textes théoriques classiques du marxisme, des textes théoriques contemporains, des textes théoriques et des commentaires des militants du parti et des ESU.

- par la création d'une école de formation fonctionnant régulièrement de novembre à juin ; elle ne se limitera pas à des conférences-débats, mais comprendra l'envoi de textes, de bibliographie, la formation de groupes de travail et d'initiation. Elle devra aborder, les grands thèmes théoriques d'intérêt général mais aussi partir des problèmes d'actualité et partir de la pratique militante quotidienne.

VII- La presse.

La presse ne doit pas être entre les seules mains du SNE et de celui de ses membres qui en a la charge, mais les militants et les sections doivent être associés le plus étroitement possible à sa rédaction. Tous les militants et toutes les sections doivent

être encouragés à envoyer articles, billets, remarques, idées, notes de lecture.

« Tribune étudiante » doit se transformer en journal militant, en organe d'agitation et de propagande collant directement au réel, à l'actualité des luttes sociales et à la pratique militante. « Tribune étudiante » doit d'une part donner aux lecteurs extérieurs au mouvement une image dynamique et cohérente des ESU en proposant sur chaque point important de l'actualité nos positions et nos solutions, - et d'autre part susciter, entretenir, guider et former le militantisme des ESU. Sa présentation sera peut-être moins luxueuse, mais sa parution sera régulière, mensuelle.

ÉTUDIANTS SOCIALISTES UNIFIÉS  
81, Rue Mademoiselle  
PARIS 15°

## CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DE L'IMPÉRIALISME

« Sans avoir compris les racines économiques de ce phénomène, sans en avoir apprécié la portée politique et sociale, il est impossible de faire un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale qui vient.

L'impérialisme est la veille de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé depuis 1917, à l'échelle mondiale.»

V.I. Lénine (Préface de « l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme »).

### INTRODUCTION

Si les quelques lignes qui suivent sont placées sous le nom de Lénine, c'est qu'il est le premier à avoir magistralement analysé le phénomène impérialiste. La réserve dont il fait preuve dans l'avant propos de « l'impérialisme stade suprême du capitalisme » attribuant l'essentiel de son travail à l'économiste bourgeois Hobson et à Hilferding cache mal sa contribution à l'étude du capitalisme dans son stade supérieur monopoliste et impérialiste. En particulier toutes les analyses scientifiques à l'heure actuelle restent fondées sur les travaux de Lénine. Avec modestie nous emprunterons donc beaucoup à son oeuvre.

Notre intention est cependant double. Elle est d'abord analytique lorsqu'elle est de mettre en avant les principaux traits de l'évolution récente du phénomène impérialiste, liée à la révolution scientifique et technique de notre époque. Elle est ensuite stratégique lorsqu'elle eut de concourir au débat actuel portant sur la potentialité révolutionnaire des trois forces anti-capitalistes : le camp socialiste, le mouvement ouvrier des pays capitalistes et les peuples en voie de libération nationale dans les pays du Tiers-Monde. Cette étude ne prétend pas apporter de réponse. Elle a pour but de lancer la réflexion, le travail de documentation qui nous amèneront à prendre bientôt une position claire et précise.

### L'IMPÉRIALISME , STADE PARTICULIER DU CAPITALISME

Il ne rentre pas dans nos intentions de reprendre l'analyse minutieuse faite il y a plus de cinquante ans par Lénine. Le mieux est de lui donner la parole alors qu'il résume son analyse, dans le

.../...

chapitre VII : « Aussi sans oublier ce qu'il a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène en plein développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition qui en embrasse les cinq caractères fondamentaux :

- 1 - Concentration de la production et du capital parvenue à un degré si élevé qu'elle a créé les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique;
- 2 - Fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création sur la base de ce « capital financier » d'une oligarchie financière;
- 3 - l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, acquiert une importance particulière ;
- 4 - Formation d'unions internationales capitalistes monopolistes se partageant le monde et
- 5 - achèvement du partage territorial du globe par les plus grandes puissances impérialistes »

(Chapitre VII, p. 101 de l'édition en langue étrangère de Moscou).

#### LE PROBLÈME DE L'EXPORTATION DES CAPITAUX

Comment Lénine explique-t-il ce phénomène d'exportation de capitaux vers les pays non industrialisés ? C'est qu'il se produit un énorme « excédent de capitaux » dans les pays avancés. Certes si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, aujourd'hui, retarde partout énormément sur l'industrie, s'il pouvait élever le niveau de vie des masses de la population qui, partout en dépit d'un progrès technique vertigineux, demeure à un niveau de sous-alimentation et d'indigence, il ne pourrait même être question d'excédent de capitaux... Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, -car il en résulterait une diminution des profits pour capitalistes - mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays arriérés. Là les profits sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement minime, les salaires bas, les matières premières à bon marché.»  
(Ch.IV p.69-70 de l'édition de Moscou).

Or deux phénomènes récents vont à l'encontre de l'explication léniniste :

- les investissements des pays capitalistes en direction des pays non industrialisés du tiers-monde stagnent depuis un certain temps et décroissent en valeur relative des exportations globales (le courant de capitaux entre pays capitalistes s'accroissant nettement) Quelques exemples le montreront parfaitement : l'évolution globale de l'exportation des capitaux des pays capitalistes avancés vers les pays non industrialisés fut en 1960, 1961 et 1962 de 1200, 1000 et 1200 millions de dollars (selon le Courant international des capitaux à long terme). Pour comparaison les investissements entre pays capitalistes passaient de 66, 77 à 81% du montant global.

.../...

en 58,59,60 et les investissements vers le Tiers-Monde diminuaient proportionnellement (Courant international des capitaux à long terme); la progression des investissements entre les U.S.A. et les pays capitalistes était de l'ordre du triple entre 1951 et 1959 alors qu'elle doublait simplement vers les pays du « Tiers-Monde » (rapport 1964 du F.M.I.) .

- les profits réalisés dans les pays exploités sont fortement rapatriés à tel point que les sorties de capitaux sont plus importantes que les entrées annuelles de ces capitaux. L'économiste pakistanaise A.Alavi fournit d'autres chiffres concernant les capitaux américains entre 1950 et 1960. Les sorties furent de 43 milliards de dollars et les rentrées de 44 milliards de dollars (dont les sorties de capitaux privés de 19 milliards et les rentrées correspondantes de 25 milliards). Pour la seule Amérique latine, entre 1950 et 1955 les entrées de capitaux U.S. étaient de 2 milliards et les sorties de 1,7 milliard (sur 3 milliards de bénéfices mais déjà en 1959 sur 775 millions de dollars de profits, seuls 200 millions étaient réinvestis et le reste rapatrié (données de Carlos Fuentes). Harry Magdoff établit les comparaisons en 1950 et 1965 pour les divers mouvements de capitaux U.S. : en Europe les entrées furent de 8,1 milliards de dollars et les sorties de 5,5 milliards, au Canada de 6,8 et 5,9 milliards, en Amérique Latine de 3,8 et 11,3 milliards de dollars.

Ces deux phénomènes posent deux questions à Lénine : si le tribut prélevé dans les pays non industrialisés est rapatrié en quantité plus importante que l'investissement de départ, l'excédent de capitaux se trouve augmenté. Comment le capitalisme a-t-il pu maintenir sa dynamique ? Si l'évolution du courant des capitaux a complètement changé et si les capitaux préfèrent s'investir dans les pays capitalistes. Quelles en sont les raisons ?

#### LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME

A.Alavi s'est reporté à un texte peu connu de Lénine : Le développement du capitalisme en Russie ou celui-ci émet l'hypothèse d'une expansion intérieure à travers l'expansion relative du secteur qui produit les moyens de production : « le développement du marché intérieur », faisait-il observer, est possible malgré la consommation limitée des masses (ou malgré l'absence de débouchés extérieurs) parce que pour développer la production (pour « accumuler » au sens catégorique du terme) il faut d'abord produire des moyens de production et, à cette fin, développer le secteur de la production sociale qui fabrique des moyens de production et par conséquent y attirer des travailleurs qui créent alors une demande pour les articles de consommation. Il en résulte que la « consommation » se développe après « l'accumulation ». De la sorte, indique Lénine, la plus-value accumulée pourrait être absorbée, jusqu'à un certain point, grâce à l'expansion relative du secteur produisant les moyens de production ceci n'est qu'un sur-sis provisoire pour le capitalisme, car, en dernier ressort, l'expansion de la capacité de production ne peut se poursuivre que sur une base restreinte de consommation.

(A ; Alavi, Le nouvel impérialisme, n° spécial des Temps Modernes 219-220 d'Août-Septembre 1964 p. 215). L'ajournement de la crise

.../...



serait donc dû avant tout aux dépenses publiques consacrées aux services sociaux et à l'investissement public, et surtout les dépenses d'armement, aux investissements des entreprises nationalisées, à l'impact de la révolution technologique d'après-guerre et à l'expansion relative du secteur productif des moyens de production, l'une et l'autre stimulées par les deux premiers facteurs et à l'énormité des reconstructions d'après-guerre (A.Alavi idem p.224). Mais nous ne suivons plus Alavi dans ses efforts pour démontrer que la capacité de consommation s'accroît de la même manière que la capacité productive et que donc la critique du capitalisme doit porter contre les distorsions et le gaspillage dans un système où le consommateur est manipulé, où l'initiative privée détermine la production et l'investissement, où la concurrence oligopolistique empêche l'exploitation de toutes les ressources. « Le changement de perspective - de la théorie de la crise finale à la théorie de la stagnation - est important puisqu'il détruit illusions et complaisances. Car la thèse de la stagnation fait ressortir l'importance de la lutte consciente du peuple pour instaurer le socialisme. Les contradictions du capitalisme ne feront pas nécessairement cela pour nous ».

Ernest Mandel a, tout au contraire, parfaitement saisi le noeud de contradictions grossissantes qui a surgi de cette période d'ajournement de la crise. Le délai extrêmement court entre la découverte technologique et son application industrielle, dû à la course aux armements, à la liaison étroite des industries civiles et militaires, à la concurrence oligopolistique et à la lutte contre la pression syndicale de plus en plus forte en temps de croissance augmente la contradiction entre le développement de la capacité productive et la stagnation du pouvoir d'achat. « On pourrait même ajouter que ce mouvement d'innovation technologique - qui est généralement appelé deuxième ou troisième révolution industrielle - tend à devenir permanent - Or c'est là quelque chose d'assez neuf dans l'histoire du capitalisme. Le phénomène est dû à un important facteur d'ordre économique, sur lequel nous reviendrons plus loin (il s'agit du développement de l'outillage et de l'automation pour faire face à la pression du plein emploi en période de croissance). Mais il y a lieu d'insister dès maintenant sur les causes particulières de cette accélération du rythme général d'innovation technologique, à savoir : le rapport nécessaire entre l'innovation technologique et la course permanente aux armements ». (E.Mandel « l'apogée du néo-capitalisme », n° 219-220 des Temps Modernes p. 194- 195). Car ces innovations technologiques conduisent par leur fréquence au raccourcissement de la durée du capital fixe, à la croissance et à l'accroissement de la capacité de production. Mais ces innovations ne sont permises que par la compression des salaires (ce n'est pas un hasard si les trois plus forts taux de croissance appartiennent au Japon, à l'Allemagne et à l'Italie : « le rythme exceptionnellement élevé de l'accumulation capitaliste s'explique par un taux très élevé de profit, dû lui-même au niveau relativement bas des salaires (par rapport à d'autres pays impérialistes) en raison de l'existence d'une armée de réserve industrielle beaucoup plus nombreuse dans ces pays ». (E.Mandel idem p.199). Mais le taux de croissance et l'augmentation de la production entraîne immédiatement l'élévation de l'emploi et des salaires. Ce qui supprime les profits. Le capitalisme se livre alors à la production de l'outil-

lage automatique, de l'automation et à la limitation du droit de grève et de négociation, pour maintenir les salaires. C'est alors qu'éclate la deuxième contradiction fondamentale entre la capacité excédentaire de production (qui s'accroît) et le bas niveau du pouvoir d'achat. Les politiques d'inflation larvées (comme aux USA) ou de déflation ne conduisent qu'à la stagnation. « Les contradictions du néo-capitalisme n'ont pas seulement un aspect théorique (dans la mesure où elles montrent que le système capitaliste reste fondamentalement ce qu'il a toujours été). Elles conduisent aussi à la conclusion que le taux actuel de croissance ne sera pas maintenu : que les pays du Marché Commun connaîtront à leur tour des récessions et que la période longue de croissance accélérée va probablement prendre fin au cours des années soixante. Et ces conclusions sont corroborées par le fait que la croissance économique des pays sous-développés n'a pas pu suivre le rythme de croissance des pays industrialisés; que le commerce entre pays industrialisés s'est de plus en plus substitué au commerce entre le monde avancé et le monde non-développé et que les pays sous-développés peuvent de moins en moins, pour cette raison, jouer le rôle de soupape de sûreté du système capitaliste dans son ensemble». (E.Mandel p.205 idem). Le mouvement ouvrier des pays capitalistes, à la lumière des récents événements, doit donc se décroiser les bras.

#### UN IMPÉRIALISME DOMINANT -

La deuxième question posée plus haut concernait l'évolution du mouvement des capitaux et ses raisons. A.Alavi a très subtilement démontré la différence entre la force motrice de l'expansion et la cause de l'expansion. « Il y a ici deux éléments dans la théorie léniniste, l'un est la croissance du capitalisme de monopoles et sa course à l'hégémonie, l'autre est la différence entre le taux de profit réalisable dans la métropole et l'attrait de taux plus élevés garantis par l'exploitation coloniale. Dans la thèse de Lénine ces deux facteurs se combinent pour donner naissance à une force puissante visant à l'expansion outre-mer », (A.Alavi, idem p.216). Certes le prix de la terre, le coût des matières premières et le niveau des salaires est bas, mais-la rentabilité d'une entreprise ne se situe pas à ce niveau désormais. Bien au contraire les entreprises capitalistes ont besoin d'une main d'oeuvre qualifiée, d'un matériel facilement disponible et hautement perfectionné, et d'un marché important. C'est donc dans les pays capitalistes que l'on va faire porter l'essentiel de ces investissements. (Mais même dans les pays non industrialisés le bas niveau des salaires n'entre pas en compte dans l'extraordinaire profit réalisé dans l'exploitation pétrolière, ceci est un autre problème que nous examinerons plus tard). En tout cas cette rentabilité économique s'accompagne d'un « Back of confidence » (manque de confiance des investisseurs) selon les rapports du F.M.I. dans les pays du tiers-monde en décolonisation ou en « mouvement ».

Quant à l'exportation des capitaux elle se poursuit évidemment, à tel point que le plus grand exportateur, le plus grand pays impérialiste, les Etats-Unis, ont un déficit à leur balance des paiements à cause de ces sorties. Seulement du fait de l'évolution du taux de profit, la course à l'hégémonie se poursuit désormais sur le terrain même des pays capitalistes. L'offensive des Etats-

Unis, soutenus par leur avance technologique, pour coloniser l'Europe n'est que la forme moderne d'un phénomène que Lénine décrivait déjà à son époque : « les capitalistes se partagent le monde, non pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices : et ils le partagent proportionnellement aux « capitaux », aux « forces » en présence, car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme. Mais les forces changent avec le développement économique et politique (Lénine ch. V idem p. 84-85). Aujourd'hui la lutte interimpérialiste reprend de plus belle après une période de suprématie américaine non contestée. Les réactions de l'impérialisme français, l'idéologie de la bourgeoisie européenne dont le Défi Américain de J.J. Servan-Schreiber est un parfait exemple, sont ressenties comme telles par l'impérialisme U.S. malgré leurs velléités. Le discours de clôture du Congrès Culturel de la Havane de Fidel Castro montre bien l'importance qu'elles prennent aux yeux du monde : mais nous ne tenterons pas d'approfondir le problème des rapports interimpérialistes que nous aborderons plus tard.

#### LA BATAILLE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Lénine, même s'il ne la faisait pas entrer dans les cinq composantes fondamentales, notait déjà l'importance de la lutte pour les matières premières. « Ces monopoles sont surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains toutes les sources de matières premières... Plus le développement du capitalisme est élevé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence est âpre, plus fiévreuse est la recherche des sources de matières premières dans le monde entier, et plus acharnée est la lutte pour la possession des colonies... le capital financier ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles... D'où la tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique, et même l'ensemble de son territoire » (Lénine, idem ch.VI p.93-94). Bien plus dans le chapitre X, il distingue quatre manifestations essentielles du capitalisme monopoleur impérialiste et : « quatrièmement, le monopole est issu de la politique coloniale. Aux nombreux « anciens » mobiles de la politique coloniale, le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour les exportations de capitaux, pour les « zones d'influence », c'est-à-dire pour les zones de transactions avantageuses, de concession, de profits, de monopole, etc... enfin pour le territoire économique en général ». (Lénine idem ch. X p. 142). Nous reviendrons dans le paragraphe, suivant sur la signification et les manifestations actuelles de la lutte pour les « zones d'influence ». Mais l'examen de l'échange des matières premières, montre combien celles-ci sont indispensables et le deviennent de plus en plus aux pays capitalistes. Or elles se trouvent de façon générale dans les pays du tiers-monde. Or ces pays possèdent les plus grands gisements de matières énergétiques, de minerais (depuis le cuivre jusqu'à l'or en passant par le bauxite) de fibres, de denrées, etc... De telle sorte qu'entre 1958 et 1964 si la production de ces produits passait à 83% dans les pays du tiers-monde, elle n'augmentait

.../...

que de 15% dans les pays capitalistes avancés, ce qui les obligerait à importer 46,8% de produits de base en 1960 (contre 46% de produits industriels). Et ce besoin ne fait qu'augmenter. Un rapport d'une commission américaine signalait que si au début du siècle les excédents de produits de base atteignaient 15%, en 1950, il y avait un déficit de 10% et en 1975 de 20%. Les réflexions pour 1985, prévoient pour la France la même forme d'accroissement des besoins en matières premières.

Il reste à savoir si cette évolution qui doit se poursuivre en s'amplifiant est une contradiction mortelle pour le capitalisme. En se plaçant dans une hypothèse historique, qui ne tient pas compte de la possibilité des ersatz ou de nouvelles matières, de l'évolution de l'économie des différents pays du tiers-monde, il n'en reste pas moins que le capitalisme serait obligé de pratiquer des échanges équitables : on peut douter à partir de la connaissance des structures capitaliste que cela les mettent fondamentalement en cause. Mais cette situation est un noeud de contradictions primordial dont toute stratégie doit tenir compte.

#### LE PROBLÈME DES DÉBOUCHÉS ET LA COLLABORATION AVEC LA BOURGEOISIE

L'annuaire statistique de l'ONU de 1962 précisa qu'en 1961 les pays capitalistes commerçaient pour 72% entre eux et pour 24% avec le tiers-monde. Les pays sous-développés commerçaient à la même époque pour 72% avec les pays capitalistes avancés et pour 22% entre eux. Cette situation participe d'une évolution qui s'aggrave ; entre 1946 et 1961 l'Amérique du Nord ne commerçait plus que de 35 à 27% avec le Tiers-Monde, l'Europe de 31,5% à 22%. Au contraire l'Amérique Latine augmentait son commerce de 77 à 81% avec les pays impérialistes, l'Afrique de 83 à 87%, le Moyen-Orient de 65 à 75,5% et l'Asie de 52 à 62%. En moyenne on constate une diminution de 7% des échanges des pays capitalistes avec les pays du Tiers-Monde et une augmentation de 6% des pays du Tiers-Monde avec les pays capitalistes avancés. Nous avons déjà indiqué les raisons de cette évolution lorsque nous parlions de l'exportation des capitaux : rentabilité économique (productivité et marché) et sûreté politique, ce tableau de l'industrialisation des pays du Tiers-Monde est à cet égard peu brillant : l'annuaire de l'ONU de 1962 donne les revenus tirés de l'industrie pour les pays du Tiers-Monde : 7,3% et pour les pays impérialistes : 92,7%, avec un rapport de 1 à 13 pour les industries légères et de 1 à 19 pour les industries lourdes (année 1958). Mais ce qui est peut être plus important de noter c'est l'extraordinaire rapport entre la production et la consommation des produits industriels dans les pays sous-développés. En 1962 la moitié du plomb et le quart du zinc extraits ont été produits ailleurs. Un dixième de l'étain, 2% de l'aluminium produits sur place sont consommés sur place. Or en 1961 67% des exportations U.S., 88% de celles de Grande-Bretagne, 91% de celles de l'Allemagne, 76% de celles de France, sont des produits manufacturés auxquels il faut trouver des débouchés, des marchés qui acceptent des produits de haute technicité et qui possèdent une consommation de masse. Aujourd'hui « le capitalisme des monopoles des pays avancés préfère développer la capacité productive en la métropole, ce qui pour toutes sortes de raisons est

.../...

moins risqué et économiquement plus avantageux pour lui. Il cherche à étendre son influence à l'étranger afin de créer des marchés qui soient soumis : il tente de contrecarrer tout effort réel des pays sous-développés dans la voie de l'industrialisation, car un tel effort rendrait plus difficile pour lui l'exploitation de ces marchés. Dans la mesure pourtant où il ne peut s'opposer à certains progrès dans la voie de l'industrialisation, il cherche à limiter ces progrès et à s'assurer une participation dans ce qu'il ne peut empêcher. Mais par sa nature même, cette participation entrave tout progrès ultérieur, car elle aboutit à accorder une place primordiale aux installations de montage et d'emballage d'articles étrangers, qui sont si souvent présentés sous l'étiquette fallacieuse d'entreprises manufacturées indigènes ». (Alavi idem p.237-238). Ainsi apparaît une nouvelle forme d'exploitation autre que le pillage des matières premières, l'investissement dans les industries manufacturières légères. Sous la forme fréquente de la concentration (filiales, entreprises liées à la métropole) ou sous la forme nouvelle du capital mixte (participation minoritaire du capital étranger suffisant pour donner à la maison mère le privilège des brevets, du matériel et des cadres), ces investissements sont destinés à maintenir les marchés sous la domination du capital et à exporter une partie de leur production. Les compagnies étrangères pillardes alliées aux éléments réactionnaires du pays exploité se battent contre cet envahissement du capital soutenu par la bourgeoisie la plus ouverte. Lénine écrivait déjà en 1916 : « les exportations de capitaux influent en l'accéléralant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays où elles sont dirigées (Lénine, idem ch. IV p. 72). La bourgeoisie se prête volontiers à ces pratiques, en participant majoritairement aux bénéfices. En Amérique Latine, 24% des investissements sont destinés aux entreprises industrielles (chiffre extrait de l'étude de Harry Magdoff). En Inde alors que le capital étranger était de 75% dans les industries extractives et de 3,7% dans les industries en 1911, en 1956 il est de 30% dans les industries manufacturières, de 26% dans le secteur commercial et de 20% dans l'exploitation des plantations (selon N.Islane, un économiste japonais). La conséquence première en est la désintégration de la bourgeoisie « nationale ».

#### CONCLUSION

Au terme de cette analyse nous voudrions revenir sur les deux conclusions essentielles issues de l'étude : la lutte de libération nationale des peuples du Tiers-Monde, la lutte du mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés, la lutte du camp socialiste ont chacune leur particularité propre mais toutes participent au même combat, s'attaquent au même adversaire : le système capitaliste, dans son stade supérieur impérialiste. La création d'un vaste Front mondial anti-impérialiste est à l'ordre du jour du combat révolutionnaire. En réplique à l'adversaire qui organise son système mondial de répression et de conditionnement, la seule réponse possible est l'articulation et la coordination, dans le respect de l'originalité et de leurs divergences, des diverses forces anti-impérialistes du mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial

.../...

Les camarades chinois ont souvent insisté sur cette nécessité, mais l'ont assortie d'une condition qui nous paraît plus qu'anbigüe : seuls les anti impérialistes « résolus » pourraient participer à ce Front. C'était une manière voilée d'éliminer les partis et les pays communistes avec lesquels ils ont des divergences. C'était aussi une façon « bien stalinienne » de faire pression sur ceux qui ne partageaient pas entièrement leurs vues : à cet égard le blocus du riz imposé à Cuba en 1965 participait objectivement d'un soutien à l'impérialisme tout « comme sont coupables ceux qui à l'heure de la décision ont hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste en courant oui, les risques d'une guerre à l'échelle mondiale, mais obligeant aussi les impérialistes américains à se décider. Et sont aussi coupables ceux qui poursuivent une guerre d'insultes et de crocs-en-jambe, commencée il y a déjà longtemps par les représentants des deux plus grandes puissances du camp socialiste.»(E.Guevara) en affaiblissant leur soutien au Vietnam héroïque. C'est pourquoi nous ajoutons au texte la dernière partie du message de Commandant Guevara qui constitue le premier appel à la coordination de la lutte anti-impérialiste des peuples et des mouvements révolutionnaires du Tiers-Monde.

La deuxième conclusion essentielle qu'il faut tirer de l'étude c'est le doute, voire la contestation de l'existence d'une bourgeoisie nationale réellement importante et réellement anti-impérialiste. Le problème est également à l'ordre du jour après les défaites de Saint-Domingue et d'Indonésie où la bourgeoisie s'est ralliée au moment décisif à l'impérialisme. Nous présentons deux textes dont les optiques sont différentes puisque l'un est écrit par Carlos Roméo, économiste participant à l'édification de la révolution cubaine, et l'autre est une auto-critique du parti communiste indonésien repris par les éditions en langues étrangères de Pékin. Leurs conclusions sont claires et identiques.

N.B.: Nous ne pensons pas possible de parler du phénomène impérialiste sans dresser un rapide tableau de la situation du sous développement qui en est le corollaire dans les pays exploités.

N.B.: Nous mentionnons également les ouvrages que nous n'avons pas cités dans notre texte mais qui nous ont fortement aidés : Charles Bettelheim : Planification et croissance accélérées, Pierre Jalée : Le pillage du Tiers-Monde, Harry Magdoff : Aspects économiques de l'impérialisme américain dans les Temps modernes de Mars 19 67, Albert-Paul Lantin : l'expansion du capitalisme américain dans la lutte tricontinentale.

---